



Événement 2

Recherche

Le CEA prêt à vendre ses bijoux

Cession du siège, arrêt ou report de projets : la direction envisage plusieurs solutions face à la baisse des ressources.

Par Sylvestre HUET

vendredi 14 novembre 2003

Vendre les bijoux de famille, réduire la recherche fondamentale. Voilà comment la direction du Commissariat à l'énergie atomique l'administrateur général Alain Bugat et le haut-commissaire Bernard Bigot propose de gérer la décrue des ressources. Alors même que le gouvernement demande au CEA de s'engager à haut niveau dans de nouveaux programmes : nanotechnologies, énergies du futur (piles à combustible, filière hydrogène), technologies pour la santé. *«On a l'impression d'une certaine panique là-haut»*, résume un physicien. La version provisoire du *«plan à moyen et long terme, 2003-2012»*, élaboré par Bugat et Bigot, que Libération s'est procuré, fait frémir. Le duo s'attend à une baisse de 1,4 milliard d'euros de ressources sur les 18,3 prévus, dont 620 millions de subventions publiques et la chute de 70 à 50 millions par an des dividendes d'Areva, le géant du nucléaire issu des recherches du CEA.

Pourtant, le CEA doit faire face à des dépenses obligatoires pour les déchets nucléaires à Cadarache de 280 millions d'euros. Les réaliser avec la subvention annuelle *«porterait un coup fatal aux autres activités de recherche»*, avoue le document. Vente de titres Areva, emprunt bancaire, vente du siège (Paris) sont envisagés pour combler le trou. Tous les grands projets sont reportés. D'un an pour le réacteur de recherche Jules Horowitz (2013) et pour NeuroSpin un plateau d'imagerie cérébrale à Saclay avec des aimants à très haut champ magnétique repoussé à 2007. Le Réacteur d'étude et de développement technologique (pour les filières électronucléaires innovantes) est retardé.

Plutôt morose, cette perspective se double d'un débat violent sur la place de la recherche fondamentale dans l'organisme. Fort de son expertise en technologies nucléaires, cryomagnétiques et micro-électroniques, fruit d'une collaboration étroite entre ingénieurs et scientifiques, le CEA occupe une place de choix dans l'arsenal européen des très grands équipements. L'accélérateur LHC et ses détecteurs en construction au CERN (Genève), la source de neutrons Orphée (Saclay), le synchrotron Soleil (en construction), les télescopes spatiaux à rayons gamma ou infrarouges... toute la communauté scientifique française profite de cette force de frappe en utilisant à plein ces instruments autour desquels de nombreux jeunes chercheurs ont été formés. Mais la nouvelle direction du CEA considère qu'il faut la réduire. C'est inscrit noir sur blanc dans son projet : fermeture d'Orphée en 2006, retrait de Soleil en 2011, décrue des effectifs de chercheurs.

«Le service de physique des particules a déjà perdu 25 % de ses chercheurs en dix ans», s'indigne Michel Cribier, spécialiste des neutrinos. Et, en 2004, la physique et l'astrophysique devaient perdre 80 personnes. Après protestations et manifestations, *«la perte a été diminuée à 20»*, se réjouit François Gounand, le directeur des sciences de la matière. Les instruments en construction seront terminés *«de toute façon nous sommes engagés auprès de nos partenaires européens»* mais le futur inquiète Gounand : *«C'est la contribution française aux projets européens ou mondiaux en gestation qui est en cause. Nous pouvons perdre notre place dans ces collaborations, qui sont aussi des compétitions.»* Au ministère, on refuse, pour l'heure, d'avaliser un tel plan. Et l'on se demande comment amener Areva ou EDF à mieux financer l'organisme qui a inventé leurs technologies.

© Libération